N° 436391

M. B... et autres

10^{ème} et 9^{ème} chambres réunies

Séance du 10 mai 2021

Lecture du 27 mai 2021

CONCLUSIONS

M. Alexandre LALLET, rapporteur public

La société Vallière, devenue Evally Promotion, a été autorisée en 2016 à construire un ensemble de dix maisons, abritant vingt logements au total, c'est-à-dire deux logements par maison, dans la petite commune de Chanas, dans l'Isère. Le terrain d'assiette du projet se trouve à proximité de la canalisation enterrée de transport de propylène entre Feyzin et Pont-de-Claix¹, dans une zone sismique modérée et de ruissellement d'eau.

Le tribunal s'est appuyé sur le cumul de ces différents risques et, en particulier, ceux liés à la proximité du pipeline, pour juger que le maire avait commis une erreur manifeste d'appréciation dans l'application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme. La cour de Lyon s'est séparée de cette analyse. Elle a certes relevé qu'une explosion de la canalisation pourrait avoir des « effets irréversibles » jusqu'à une distance de 350 m et que ce pipeline se trouvait à 111 m de l'extrémité nord du projet, justifiant l'identification du terrain au plan de risque annexé au PLU. Mais elle s'est fondée sur l'avis favorable donné par le gestionnaire de l'ouvrage, qui a rappelé que, conformément à la réglementation en vigueur, les maisons individuelles ne sont pas interdites à proximité de la canalisation, et sur l'absence de circonstances particulières propres au projet ou la configuration des lieux.

Il lui est reproché tout à la fois d'avoir méconnu l'indépendance des législations, de s'être abstenue de tenir compte de la gravité des conséquences d'un sinistre, et d'avoir dénaturé les faits de l'espèce.

Cette affaire offre d'abord l'occasion d'un **bref rappel de l'office de l'administration**, saisie d'une demande d'autorisation de construire des bâtiments exposés, ou exposant des tiers, à des risques, notamment industriels.

¹ Qui semble être devenu la canalisation Feyzin-Grand-Serre à la suite de l'arrêt de l'exploitation de la partie orientale de l'ouvrage.

Son contrôle s'effectue en deux temps.

Dans un premier temps, il lui appartient de confronter le projet dont elle est saisie aux **servitudes d'urbanisme** s'imposant aux autorisations de construire dans la zone considérée, en raison des risques de sécurité ou de santé identifiés. C'est classiquement le cas des plans de prévention des risques naturels prévisibles² et des plans de prévention des risques technologiques³, ainsi que des réglementations nationales ou locales relatives à certains ouvrages, éventuellement reprises dans les prescriptions des plans locaux d'urbanisme. En-dehors des servitudes d'urbanisme, l'administration n'a pas à contrôler le respect de la législation sur les installations classées lorsqu'elle est saisie d'une demande d'autorisation d'urbanisme, que cette dernière porte sur l'installation classée elle-même ou sur un bâtiment dont l'édification est envisagée aux abords d'une installation classée préexistante. Ce principe d'indépendance des législations d'urbanisme et d'installations classées⁴ cède seulement lorsque le législateur a jeté un pont entre ces deux corps de règles, comme c'est le cas, pour les bâtiments agricoles, avec l'article L. 111-3 du code rural et de la pêche maritime⁵.

Le second temps du contrôle est fondé sur **l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme**, qui joue, en quelque sorte, le rôle de voiture-balai sécuritaire ou sanitaire. Il appartient à l'administration, sous le contrôle du juge, d'apprécier l'occurrence et la gravité du risque auquel la construction et ses occupants seraient exposés, ou auquel cette construction exposerait des tiers. Si la gravité du risque est particulièrement élevée, sa faible probabilité de survenance ne suffira pas nécessairement à justifier la délivrance du permis (CE, 20 mai 1994, *Préfet du Rhône et de la région Rhône-Alpes*, n° 107878, aux T.).

Dans la mise en œuvre de l'article R. 111-2, l'administration doit tenir compte de l'ensemble des circonstances pertinentes de l'espèce, y compris des réglementations nationales et des plans locaux qui visent à limiter l'exposition des populations aux risques. Mais vous avez clairement jugé que, alors même qu'un plan de prévention n'interdirait pas le projet de construction faisant l'objet d'une demande d'autorisation de construire, l'administration peut, voire doit la refuser si elle estime, au vu d'une appréciation concrète de l'ensemble des caractéristiques de la situation d'espèce qui lui est soumise et du projet pour lequel l'autorisation de construire est sollicitée, y compris d'éléments déjà connus lors de l'élaboration de ce plan, que les risques d'atteinte à la sécurité publique le justifient (CE, 15 février 2016, *N...*, n° 389103, aux T.).

² Article L. 562-1 du code de l'environnement.

³ Articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement.

⁴ CE, 29 février 1977, *Epoux G...*, n° 99938, aux T.

⁵ Dans ce cas, l'administration doit veiller à ce qu'un bâtiment à usage d'habitation projeté ne soit pas implanté, par rapport à un bâtiment agricole existant, à une distance inférieure à celle à laquelle un tel bâtiment agricole doit être implanté des habitations existantes en application de la législation relative aux installations classées - c'est la règle dite de réciprocité (CE, 24 juin 2016, *EARL Enderlin Marcel*, n° 380556, aux T.).

L'ajout de la ceinture casuistique de l'article R. 111-2 aux bretelles réglementaires est justifiée par deux considérations :

- d'une part, la réglementation spécifique peut s'avérer obsolète, au regard de l'état des connaissances, ou tout simplement être illégale depuis l'origine, car fondée sur des données erronées ou une mauvaise appréciation du risque ;
- d'autre part, et de façon plus générale, cette réglementation, fondée sur des hypothèses et des statistiques et procédant d'une balance générale entre les enjeux de protection des populations et la liberté de construire et d'entreprendre, ne peut, par définition, épouser la diversité des situations de terrain. Il est logique qu'elle fixe un socle minimal d'interdictions, sans qu'on puisse en déduire qu'au-delà, tout pourrait nécessairement être autorisé, de même qu'elle fixe des seuils, des plafonds ou des zones qui ne sont que des approximations, et non des réalités scientifiques absolues – aussi vrai que le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté au pont de l'Europe Strasbourg-Kehl. L'article R. 111-2 vise précisément à appréhender de manière fine le risque subi ou créé par la construction projetée et à transférer à l'autorité compétente – le plus souvent le maire – la responsabilité d'apprécier au cas par cas l'acceptabilité de ce risque et, le cas échéant, la nécessité d'assortir l'autorisation de construire de prescriptions tendant à le réduire.

Cette tuyauterie administrative étant rappelée, il nous faut à présent vous parler tuyauterie de gaz. L'implantation d'une canalisation de transport de matières dangereuses, comme le propylène, donne lieu à l'élaboration d'une étude de dangers qui définit des seuils permettant de délimiter **trois zones de dangers** – c'est-à-dire des bandes de sécurité de part et d'autre du pipeline, dont la largeur dépend du scénario d'accident, des caractéristiques de l'ouvrage, en particulier de son diamètre et de la pression, ainsi que de la vitesse moyenne du vent dans le secteur s'agissant des risques d'émanations :

- la **zone des effets irréversibles** est celle dans laquelle la vie humaine est exposée à des « dangers significatifs », quoique non létaux, en cas de survenance du risque. Il peut s'agir de pathologies ou de blessures avec séquelles, par exemple. L'avis du gestionnaire de l'ouvrage doit être recueilli préalablement à la délivrance d'un permis de construire dans cette zone, mais aucune servitude d'urbanisme n'est posée par la réglementation nationale⁶ ;
- la zone des **premiers effets létaux** est la zone de **dangers graves** pour la vie humaine. Un arrêté interministériel de 2006⁷, remplacé en 2014, prévoit qu'une

⁶ Circulaire du 4 août 2006

⁷ Arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques. Cet arrêté a été remplacé par un arrêté du 5 mars 2014, dont l'article 5 reprend en substance l'article 8 de l'arrêté de 2006, en ce qu'ils n'excluent pas la

canalisation doit être implantée de telle sorte qu'on ne trouve, dans cette zone, ni immeubles de grande hauteur, ni établissements recevant plus de 300 personnes, ni installations nucléaires de base ;

- enfin, la zone des **effets létaux significatifs** correspond à des **dangers très graves** pour la vie humaine. Les mêmes arrêtés comportent les mêmes restrictions, auxquels s'ajoute l'interdiction de construire une canalisation qui aurait pour conséquence d'inclure dans cette zone des établissements recevant entre 100 et 300 personnes.

Rien n'est dit, dans ces règlements, des maisons individuelles, sans doute parce qu'elles n'accueillent par définition qu'un nombre réduit de personnes et qu'elles sont plus facilement et rapidement évacuables que les constructions que nous avons mentionnées, ce qui réduit les conséquences dommageables du risque s'il survient.

Vous observerez que ces dispositions réglementaires encadrent seulement la réalisation de nouvelles canalisations aux abords de constructions existantes. Mais l'urbanisation aux abords d'une canalisation déjà en service fait réciproquement l'objet d'un encadrement. Il résulte des articles L. 555-16 et R. 555-30 du code de l'environnement que :

- d'une part, les autorités compétentes en matière d'urbanisme peuvent interdire l'ouverture ou l'extension de l'urbanisation à proximité d'une canalisation existante susceptible de créer des risques d'explosion menaçant gravement la santé ou la sécurité.
Une circulaire du 4 août 2006⁸ a prescrit aux préfets d'inviter les communes qui envisagent de permettre la réalisation de projets dans les zones exposées à interdire les mêmes constructions que celles visées dans l'arrêté de 2006 dans les zones de dangers graves et très graves ;
- d'autre part, et en tout état de cause, le préfet est censé instituer des servitudes d'utilité publique interdisant ou encadrant la construction ou l'extension des immeubles de grande hauteur et des mêmes établissements recevant du public.

En l'espèce, les trois zones de danger sont respectivement de 60, 30 et 25 m de part et d'autre du pipeline lorsque celui-ci fuit en raison d'une **usure**. Ce zonage étroit ne nous intéresse guère ici, car le projet est situé bien au-delà. En revanche, lorsque la canalisation subit une **rupture franche du fait d'une agression externe** – il peut s'agir aussi bien d'un sabotage que d'une dégradation involontaire, par exemple en cas de forage malencontreux - les bandes de sécurité ont une largeur bien supérieure, pour tenir compte du risque de dégagement et

construction de maisons individuelles aux abords d'une telle canalisation.

⁸ Circulaire n° 2006-64 du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques)

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

d'embrassement de nuages gazeux susceptibles de dériver, en fonction du sens et de la force du vent, vers les populations riveraines. Dans ce second cas :

- la **zone des effets irréversibles** a été fixée à 350 m de part et d'autre du pipeline : elle englobe l'ensemble du projet litigieux, comme du reste les maisons des requérants de première instance et une grande partie des habitations du bourg dit « en Gollay » où se situe le terrain d'assiette du programme immobilier ;
- la **zone des premiers effet létaux** est de 150 m autour de l'axe de la canalisation : elle inclut entre un quart et un tiers du projet.
- enfin, la **zone des effets létaux significatifs** est de 120 m de part et d'autre : seule la pointe septentrionale du projet y est incluse, c'est-à-dire des espaces verts communs, une aire de circulation et de stationnement de véhicules et une partie d'une des dix maisons – étant précisé que des maisons situées aux alentours, notamment de certains requérants, s'y trouvent aussi.

La commune de Chanassas a repris dans son plan local d'urbanisme les interdictions pesant sur les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur. En revanche, elle a fait le choix de ne pas interdire toute construction dans le secteur en cause, notamment de maisons individuelles⁹.

Ainsi, il n'existait, à la date du permis contesté, aucune servitude d'urbanisme interdisant la construction de maisons individuelles, ou même d'immeubles collectifs autres que les tours d'habitation de 50 m au moins. Pour autant, le maire devait appliquer l'article R. 111-2 en tenant le plus grand compte des éléments d'appréciation des risques auxquels le projet serait exposé, le cas échéant.

Contrairement à ce qui est soutenu, la cour n'a pas écarté la violation de l'article R. 111-2 au motif que l'arrêté de 2006 était respecté, ce qui, comme on l'a dit, aurait constitué une erreur de droit. Elle a explicitement recherché si des circonstances propres à l'espèce pouvaient justifier l'annulation du permis en dépit de l'avis favorable du gestionnaire, fondé sur ce que l'arrêté de 2006 n'interdit pas l'implantation d'une telle canalisation à moins de 150 m de maisons individuelles. Sa motivation aurait pu être mieux agencée, mais on ne peut lui faire le reproche d'avoir méconnu l'indépendance des législations, ni d'avoir appliqué un texte abrogé – l'arrêté de 2006, alors qu'elle l'a utilisé comme un simple élément d'appréciation, qu'elle a du reste replacé dans la bouche du gestionnaire.

⁹ On ignore si le préfet a institué des servitudes prévues à l'article R. 555-30 du code de l'environnement à Chanassas, mais elles ne portent de toute façon pas sur les maisons individuelles.

Il ne peut davantage être reproché à la cour de ne pas avoir tenu compte des effets d'une explosion. C'est, à vrai dire, la seule considération sur laquelle elle s'est fondée. C'est donc, en réalité, son appréciation qui est seule en cause, et celle-ci est souveraine, comme vous l'avez jugé dans la même décision N....

Citons quelques décisions à titre de point de repère de votre degré d'aversion au risque industriel pour examiner le moyen de dénaturation.

Dans la décision *Préfet du Rhône* de 1994 déjà citée, vous avez jugé qu'un maire avait commis une erreur manifeste d'appréciation en autorisant la construction d'un grand restaurant de 170 couverts à 300-350 m de la raffinerie Elf de Feyzin, en relevant l'exposition à des risques d'effets mortels ou irréversibles en cas de rejet accidentel de gaz ou d'explosion, en précisant que « *la faible probabilité de ces risques ne dispensait pas l'autorité administrative d'en tenir compte* » et en neutralisant la circonstance que des constructions antérieures existaient déjà à proximité de la raffinerie. Les conclusions de Rémy Schwartz, alimentées par les données techniques fournies lors de l'instruction, font état d'un cumul de risques : une explosion de l'usine pouvait entraîner des effets importants jusqu'à 2,4 km ; le rejet d'hydrogène sulfuré pouvait provoquer des effets irréversibles jusqu'à 356 m, incluant le restaurant ; ce dernier se trouvait aussi à la limite de la zone des effets mortels d'une explosion d'une sphère de stockage de combustibles liquéfiés susceptible de provoquer un effet dit de BLEVE¹⁰ : il s'agit du phénomène le plus redouté, prenant la forme d'une boule de feu qui rase quasi-instantanément les constructions à plusieurs centaines de mètres à la ronde ; enfin, le projet se trouvait dans la zone des effets mortels résultant de la rupture d'une canalisation de transfert d'éthylène. Vous noterez par ailleurs qu'il s'agissait d'un établissement recevant du public de bonne taille, interdit par principe dans la zone des effets létaux significatifs par la réglementation actuelle.

Deux mois plus tard, saisi en appel sur déféré préfectoral, vous avez admis la construction d'un hôtel de 47 chambres avec restaurant à moins de 500 m de stockages de gaz Primagaz classés Seveso, directement exposé à un effet de BLEVE avec une probabilité élevée de décès jusqu'à 700 m. Vous vous êtes appuyé, d'une part, sur le fait que le terrain d'assiette se trouvait dans un secteur déjà largement bâti, incluant un centre commercial, la mairie, la gendarmerie et des lieux accueillant des enfants et, d'autre part, sur ce que la prévention du risque relevait d'un renforcement des mesures de sécurité de l'installation et d'une limitation de l'extension de l'urbanisation par le POS (CE, 29 juillet 1994, *Préfet de la Seine-maritime*, n° 115625, aux T., aux conclusions contraires de Serge Daël).

Mérite enfin mention votre décision du 16 juillet 2014, *Commune de Salaise-sur-Sanne*, n° 356643, aux conclusions de Suzanne Von Coester, qui concernait précisément notre

¹⁰ *Boiling liquid expanding vapor explosion*. L'un des exemples les plus tragiques de ce phénomène concernant le propylène est la catastrophe de Los Alfaques en Espagne, due à l'explosion d'un camion-citerne aux abords d'un camping.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

canalisation de propylène. Statuant comme juge d'appel après cassation, vous avez admis, « *dans les circonstances de l'espèce* » et dans le cadre d'un contrôle normal, qu'un maire refuse un permis de construire trois maisons au vu de la « *concentration exceptionnelle des risques et nuisances* » résultant de l'implantation à 50 m du pipeline, à 15 m d'une canalisation de transport de gaz naturel sous haute pression, aux abords immédiats d'une autoroute et dans une zone inondable.

Vos rédactions, qui sont à chaque fois celles d'un juge d'appel, se gardent d'entériner des solutions de principe, conformément à l'appréciation fine et d'espèce qu'appelle l'article R. 111-2. Il nous semble en outre que vous vous refusez à des raisonnements trop précautionneux, de type « risque zéro », qui pourraient compromettre l'urbanisation d'une superficie excessive, tout en veillant à faire barrage à des projets manifestement déraisonnables, notamment en raison du nombre de personnes exposées à un danger mortel, en tenant compte de la probabilité de sa survenance.

Le dossier soumis aux juges du fond en l'espèce était peu fourni en ce qui concerne l'occurrence et la gravité du risque auquel le projet litigieux et surtout ses occupants seraient exposés. L'étude de danger de la canalisation en litige n'était pas produite par les requérants et il n'était fait état d'aucun sinistre survenu sur cette canalisation en près de 50 ans d'existence. On trouve simplement une notice de l'ex-DRIRE décrivant le zonage dont nous avons parlé, et faisant état d'un couple probabilité/conséquences d'une explosion « *particulièrement faible* ». Le gestionnaire de la canalisation avait quant à lui émis un avis favorable, on l'a dit.

Si l'on s'extrait un instant du dossier soumis aux juges du fond, en consultant la documentation publiquement disponible, on constate que la rupture d'une canalisation de propylène ne crée pas d'effet de BLEVE, qui concerne uniquement les infrastructures et véhicules de stockage de gaz. Les « effets irréversibles » et les « effets létaux » mentionnés dans la réglementation de sécurité ne résultent pas ici de l'effet de souffle, mais, comme on l'a vu, de la diffusion de panaches de gaz inflammable dérivants.

Pour qu'on déplore un ou plusieurs décès dans le cas d'espèce, il faudrait, en premier lieu, que la canalisation, qui est enfouie et signalée par un balisage en surface, soit franchement sectionnée par un tiers malveillant ou irresponsable, en un point proche de la parcelle d'assiette, au milieu des champs et des forêts ; en deuxième lieu, que cette rupture libère des panaches de gaz qui seraient portées vers les habitations projetées en raison des conditions atmosphériques et, en particulier, du sens et de la force du vent ce jour-là ; et en troisième et dernier lieu, en dépit du bruit de l'explosion et de l'éventuel déclenchement de la sirène, que les occupants n'aient pas le temps de se mettre à l'abri, en se calfeutrants chez eux – ce qui semble être la solution privilégiée en pareil cas, ou en évacuant le secteur. Même si nous concevons parfaitement ce que peuvent avoir de désincarnés voire d'inhumains nos propos de rapporteur public, cherchant à discerner la voie de l'intérêt général entre des enjeux

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

contradictoires, le bilan humain serait limité dans le pire des scénarios, lui-même très improbable. Et il y a, hélas, beaucoup plus simple pour commettre un attentat terroriste dans la campagne iséroise...

Il faut, en sens inverse, bien mesurer les conséquences d'une cassation de l'arrêt pour dénaturation. Le cas d'espèce porte sur des maisons individuelles, c'est-à-dire sur les constructions parmi les moins sensibles – à la différence d'immeubles collectifs, d'établissements recevant du public ou d'équipements collectifs accueillant de nombreuses personnes. S'agissant de la zone des 120 m, on parle même d'une partie d'une seule maison individuelle. Personne n'a jamais évoqué l'éventualité d'implanter une protection physique au niveau du terrain d'assiette pour empêcher les panaches de gaz d'atteindre les habitations, et nous ne sommes pas bien sûr qu'une telle solution ait un sens. En outre, aucun élément du dossier n'établit l'existence d'une aggravation du risque d'explosion du fait de la sismicité, du ruissellement des eaux ou de tout autre facteur : encore une fois, c'est l'hypothèse de la rupture franche par agression externe qui nous intéresse.

Il en résulte que, si vous censuriez une dénaturation, même en convoquant formellement des éléments de l'espèce, vous consacriez en réalité l'existence d'une servitude *non aedificandi*, pour les constructions abritant des personnes, correspondant à la zone que vous retiendriez comme référence parmi les trois que comporte la réglementation de sécurité. De fait, et comme le laissent entendre en filigrane les observations de la ministre de la transition écologique, vous ajouteriez à cette réglementation dont, à notre connaissance, personne n'a jamais contesté la légalité en tant qu'elle n'interdit pas la construction de maisons individuelles aux abords d'une telle canalisation.

La portée d'une décision de cassation ne s'arrêterait d'ailleurs pas aux quelques dizaines de communes traversées par la canalisation de propylène litigieuse. Elle frapperait aussi des bandes plus ou moins larges, selon le type de matière transporté et les caractéristiques des infrastructures, autour des quelques 50 000 km de canalisations de matières dangereuses que compte la France.

Nous voudrions ajouter deux observations sur l'acceptabilité du risque :

- d'une part, on trouve d'ores et déjà le long de notre pipeline de nombreuses maisons situées à proximité immédiate, y compris dans la zone des effets létaux significatifs, dont certains requérants de première instance, voire des immeubles d'habitation situés juste au-dessus. Si le risque avait été socialement insupportable, il nous semble que des expropriations auraient été lancées au moment de la réalisation de la canalisation ou depuis lors. Il ne semble pas, d'ailleurs, que la canalisation ait donné lieu à l'établissement d'un plan de prévention des risques technologiques, lequel peut prévoir des « secteurs d'expropriation » au sein desquels l'Etat peut déloger les occupants de construction exposées à des risques importants d'accident à cinétique

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine. Il n'est sans doute pas souhaitable d'encourager les lotissements à proximité de la canalisation, mais il ne faut pas non plus les interdire par principe, dans une logique d'ultra-précaution ;

- d'autre part, comme l'indique la ministre de la transition écologique, le gestionnaire de l'ouvrage, consulté en amont sur les projets, doit tenir compte en aval de l'évolution de l'urbanisation à proximité de la canalisation en mettant à jour son étude de dangers, et, le cas échéant, en prenant des mesures de sécurisation supplémentaires pour réduire l'occurrence ou la gravité du risque, que le préfet peut lui imposer par des prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation. La ministre évoque par exemple la pose d'une dalle destinée à prévenir les agressions externes ou la réduction de la pression. Il faut aussi rappeler que le maire est tenu de diffuser des consignes de sécurité en cas d'explosion de la canalisation, ce qu'a d'ailleurs fait le maire de Chanas à travers un « document d'information communal sur les risques majeurs » réalisé en 2012, même si cet élément n'a pas été versé au dossier. Autrement dit, le risque a vocation à être géré dans le cadre d'un trilogue entre les communes, l'Etat et le gestionnaire, plutôt qu'être opposé de manière abrupte et absolue aux propriétaires qui souhaitent construire sur leurs terrains.

Si nous avions conclu devant la cour administrative d'appel de Lyon, nous aurions proposé à la formation de jugement de ne pas annuler le permis pour ce motif, s'agissant de surcroît d'un **contrôle restreint**, contrairement au cas, qui est celui de la décision *Commune de Salaise-sur-Sanne* où le permis avait été refusé, ce qui appelait un contrôle normal.

Dans ces conditions, nous ne pouvons vous proposer de censurer une dénaturation de la cour. A nos yeux, vous sortiriez du rôle de juge de cassation qui est le vôtre.

A cet égard, et à supposer que de telles considérations puissent vous influencer voire vous déterminer, si un sinistre mortel devait se produire à cet endroit, ce n'est pas le juge administratif et, singulièrement, le Conseil d'Etat, qu'il faudrait interpeller. C'est d'abord l'infortune qu'il faudrait blâmer, compte tenu de la probabilité extrêmement faible d'une telle catastrophe. C'est éventuellement la réglementation nationale à laquelle il pourrait être reproché d'être insuffisamment protectrice. C'est ensuite la commune, à qui il appartient d'arbitrer entre son développement et la protection des personnes, dont la responsabilité pourrait être recherchée. Le conseil municipal a ici fait prévaloir le développement, en s'abstenant de classer la parcelle d'assiette en zone inconstructible du PLU, ce qui nous paraît tout à fait légitime. C'est enfin le maire qui, en conscience, a fait le pari de l'urbanisation en s'abstenant d'opposer en l'espèce l'article R. 111-2, fort de l'avis favorable du gestionnaire de la canalisation. Mais notre conviction profonde est, au fond, que personne ne serait fautif.

Si vous décidez néanmoins de censurer une dénaturation, nous vous invitons à mettre l'accent, dans votre décision, sur la présence d'une maison dans la zone des effets létaux significatifs

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

de 120 m, de manière à guider la cour vers une annulation seulement partielle du permis ou un sursis à statuer.

Si, à l'inverse, vous nous suivez pour écarter ce moyen, vous rejetterez le pourvoi.

La cour n'a commis aucune dénaturation en jugeant que les imprécisions du dossier de demande quant à la délimitation des zones de dangers n'avaient pu induire en erreur la commune. En réalité, les requérants ont surtout exploité une coquille dans un document. L'administration, qui connaît à l'évidence parfaitement les sujétions liées à ce pipeline qui traverse la commune, disposait des éléments suffisants pour porter une appréciation sur l'exposition du projet au risque industriel.

Enfin, la cour n'a pas davantage dénaturé les pièces du dossier en jugeant, contrairement au tribunal, que la desserte du projet était suffisante. La voie de desserte a une largeur supérieure à trois mètres, et l'absence de trottoirs, qui est la règle dans un petit hameau d'une commune de 2500 habitants où les gens censés rouler au pas, n'empêche pas les piétons d'emprunter les bas-côtés. D'ores et déjà, la rue des Guyots dessert de nombreuses maisons, sans que le dossier fasse ressortir une accidentologie particulière. La construction de vingt logements ne serait pas sans conséquence sur le trafic, mais certainement pas au point de rendre la circulation excessivement dangereuse.

PCMNC au rejet du pourvoi et des conclusions présentées sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.